



Préavis de grève pour les collègues de l'EPE de Montpellier

Nous profitons de ce jour de grève, jour bien sombre puisque les manifs que nous ferons quand même ont été interdites ou à moitié autorisées par ce gouvernement qui va toujours plus loin dans des mesures que nous croyions réservées à l'extrême droite si elle avait gouverné, mais que cette dernière décrie d'ailleurs dans un mouvement démagogique issu de la cinquième dimension, pour écrire ce tract avant le rassemblement de 12h à la Comédie, et vous informer d'un problème local.

Dans le contexte actuel de lutte contre la loi travail et de mobilisations nationales, nous avons dû déposer malgré tout un préavis de grève local pour l'équipe de l'EPE de Montpellier la semaine dernière, les collègues souhaitant se faire entendre sur les difficultés actuelles de leurs conditions de travail.

La DT n'a pas souhaité rencontrer l'équipe et nous a accordé une audience vendredi 17 juin pour les représenter; nous avons également assisté avec l'accord du directeur de l'EPE à la réunion institutionnelle du mardi 21, qui avait entre autre objectif la reprise du dialogue entre le directeur et l'équipe dans ce moment de crise.

Leurs revendications portaient tout d'abord sur **les admissions**. Ils partagent le sentiment de ne pas être consultés dans les décisions d'admission en urgence des jeunes. La multiplication de ce type d'accueil et ce dans des délais très rapprochés a fragilisé ces derniers temps l'équilibre institutionnel. Les professionnels ont très mal vécu également qu'on leur impose des accueils quand leurs cadres avaient répondu pourtant que ces accueils n'étaient pas possibles. Tout ce contexte leur donne à juste titre l'impression d'être des "exécutants". Sur ce point, les échanges ont été longs et plutôt constructifs, le directeur n'étant pas favorable non plus à ce genre de forcing.

Au sujet de l'expérience du bilan de quatre semaines menée depuis quelques temps sur le foyer, validée par la DT, et qui avait pour conséquence de priver les jeunes des quatre premiers week-ends de leur placement, les directeurs se défendent d'avoir voulu créer une ébauche de CEF, ce dont on ne peut que se réjouir. Pourtant, cela

constitue une atteinte aux libertés des jeunes, les décisions de départ en week-end devant de plus être individualisées et non pas collectives et systématiques, si on veut rester dans l'éducatif et ne pas empiéter sur ce qui appartient au judiciaire, et éviter de s'inscrire dans les projets déjà trop nombreux de notre administration sur de nouveaux lieux de privation de libertés.

Même si nous ne sommes toujours pas d'accord sur l'analyse de cette phase de bilan telle qu'elle a été pensée par la direction, cette rencontre a permis de revenir à un fonctionnement normal dans lequel le directeur demande en contre partie à l'équipe de faire rapidement un travail d'évaluation avec le milieu ouvert et la famille pour valider le retour famille dans de bonnes conditions.

Les revendications de l'équipe portaient aussi sur l'état des locaux et notamment des chambres des jeunes. Des travaux ont été commandés mais toujours pas mis en oeuvre. Le directeur est opposé à la fermeture de l'EPE pour effectuer ces travaux. La DT s'est engagée à venir constater l'état des locaux. Cette discussion reste en cours.

Une nouvelle rencontre de l'équipe avec son directeur est prévue mardi prochain pour continuer à échanger sur d'autres points.

L'équipe a choisi la confiance et a renoncé à se mettre en grève hier, attendant la suite des échanges prévus. Les collègues sont demandeurs **d'une vraie amélioration de leurs conditions de travail et de l'accueil des jeunes** et ont pris acte des efforts faits par leur directeur pour y parvenir ensemble.

Les accueils d'urgence à répétition, autorisés par l'actuel cahier des charges, fragilisent les groupes de jeunes, prennent le pas sur les admissions préparées, et empêchent un accompagnement éducatif de qualité au quotidien.

Nos collègues sont fatigués, mais tiennent à leur outil de travail et ne supportent pas sa mise à mal.

Nous restons avec eux vigilants et appelons à la solidarité des autres services pour préserver le seul hébergement collectif de notre département. Le travail en hébergement reste un des plus difficiles, et le SNPES continuera de les soutenir. Le préavis sera levé après les échanges de mardi prochain si le dialogue reste constructif.

Le bureau syndical du 34,
ce jeudi 23 Juin 2016.